

[cafepedagogique.net](https://www.cafepedagogique.net)

Rentrée 2026 : 4 032 postes supprimés dans les écoles, collèges et lycées

Café pédagogique

5-7 minutes



C'est une rentrée 2026 qui se prépare sous le signe de l'austérité. Manque de moyens, et conséquences directes pour les élèves : un large consensus syndical se dégage pour dénoncer les choix budgétaires et politiques du gouvernement Lecornu pour la rentrée 2026. Au total, plus de 4 000 postes d'enseignants seront supprimés dans le premier et le second degré, malgré des besoins éducatifs toujours importants.

Suppressions de postes en augmentation

Le comité social d'administration, chargé de la répartition des moyens pour la prochaine rentrée, s'est réuni lundi 26 janvier. Cette instance avait été reportée à trois reprises en raison du contexte budgétaire.

Dans le second degré, 1 365 suppressions de postes avaient déjà été annoncées en novembre. Selon le Snes-FSU, le ministère a décidé d'augmenter le volume d'emplois de professeurs stagiaires pour faire face aux « *incertitudes du rendement des concours* » (+438). Cette décision entraîne mécaniquement la suppression de postes de professeurs titulaires dans les académies, qui s'ajoutent aux suppressions déjà prévues. « *Autrement dit, le ministère fait payer aux élèves et aux personnels les incertitudes liées à la mise en œuvre précipitée de la réforme des concours de recrutement* », écrit le Snes-FSU.

Dans le Premier degré, la perte de postes s'élève à 2229. À celles-ci s'ajoutent 438 postes supplémentaires, liés à une augmentation du nombre de professeurs stagiaires dans le cadre de la réforme du concours. Mais cela reste encore flou, indique Aurélie Gagnier, la secrétaire générale du Snuipp-FSU. Avec une manœuvre similaire au second degré, le syndicat chiffre à 4 032 le nombre total de suppressions de postes dans l'Éducation nationale pour la rentrée 2026.

Et pourtant, la secrétaire générale du syndicat majoritaire du Premier degré cite les besoins : consolider les RASED, les brigades de remplacement. « *on a encore trop d'absences non remplacées pour le bon fonctionnement du système* » déclare-t-elle. Elle poursuit : « *les suppressions impactent aussi la ruralité, le ministère compte sur les observatoires et les politiques*

locales pour combler les manques, ce qui crée des inégalités territoriales ».

Des académies lourdement touchées

Des académies sont lourdement touchées, comme celle de Lille qui perd 265 postes dans le Premier degré. « *Même si la démographie baisse, ça ne change pas les difficultés socio culturelle* » dans cette académie qui a des zones socialement défavorisées déplore Aurélie Gagner.

Dans le Second degré, plusieurs académies perdent plus de 100 postes dans le second degré, parmi lesquelles Lille, Bordeaux, Créteil, Paris, Rennes, Normandie, Poitiers, Nantes, Nancy-Metz et Toulouse.

Le ministère justifie ces suppressions par la baisse démographique. Un argument que réfutent les syndicats, chiffres à l'appui. « *Dans le second degré public, entre 2017 et 2023, le nombre d'élèves a augmenté de plus de 8 000, tandis que plus de 8 000 emplois ont été supprimés. Aujourd'hui, le nombre d'élèves baisse légèrement et... des emplois sont encore supprimés* », souligne le Snes-FSU. Il écrit : « *Quand les effectifs augmentent, des postes sont supprimés. Quand les effectifs diminuent, des postes sont supprimés. Bref, les ministres d'Emmanuel Macron suppriment des emplois.* »

Climat scolaire et inclusion : des priorités sacrifiées

Les suppressions de postes interrogent alors même que les enjeux de climat scolaire, de lutte contre le harcèlement et d'inclusion sont régulièrement mis en avant par le ministère. Aucune création de poste de conseiller principal d'éducation (CPE) n'est prévue.

Sur le volet de l'inclusion, la situation est jugée particulièrement préoccupante. Le Sénat a rejeté la proposition visant à créer un véritable statut pour les AESH. Près de 50 000 élèves en situation de handicap n'étaient pas accompagnés à la rentrée.

Le budget prévoit la création de 2 000 emplois supplémentaires d'AESH, soit autant qu'en 2025, mais deux fois moins qu'en 2022 et 2023. En réalité, seuls 500 emplois nouveaux ont été créés récemment, le reste ayant déjà été annoncé à l'automne.

« Une rentrée 2026 des plus périlleuses »

Pour l'Unsa Éducation, la politique menée révèle une contradiction profonde : « *Entre une conception archaïque des besoins des élèves et une volonté politique insincère de faire de l'École une priorité nationale, la rentrée 2026 s'annonce déjà des plus périlleuses. Moins les moyens sont au rendez-vous, plus notre institution souffre d'un manque de vision.* »

Au-delà des suppressions de postes, les syndicats alertent sur les conséquences à long terme. Le budget ne permet pas d'améliorer le classement de la France au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en nombre d'élèves par classe. Pour la CGT Éduc'action, le constat est sans appel : « *L'austérité tue le service public d'éducation.* »

Djéhanne Gani



Cet article vous a plu ? En soutenant le Café pédagogique, vous accompagnez un média indépendant. Votre soutien à notre média indépendant est indispensable pour poursuivre notre travail à court terme. **Toute souscription à un abonnement de soutien est aussi un geste pour renforcer Le Café pédagogique** et dire votre attachement à la presse indépendante. [Vous pouvez nous soutenir par un abonnement à 5 euros par mois.](#) Pour